

CIBLE

RÉVOLTE

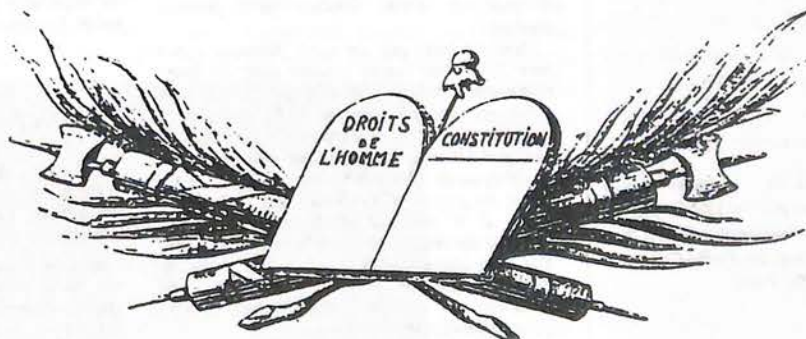
Voici plusieurs siècles que la réforme de la procédure pénale se heurte à deux obstacles majeurs : la volonté répressive du pouvoir politique, le conservatisme du corps judiciaire. Et quand l'un s'attelle à quelque réforme, l'autre se met en travers.

Une fois de plus, nous nous trouvons face à cette logique funeste. La réforme pénale qui vient d'être adoptée par le Parlement est sans aucun doute timide, partielle et, aux dires des spécialistes, complexe et confuse. Mais elle a le mérite d'exister et d'étendre quelque peu les droits du citoyen face à l'appareil policier et judiciaire.

Le débat reste bien entendu ouvert, mais la loi votée doit être appliquée. Tel n'est pas l'avis de certains juges d'instruction qui, estimant le texte inapplicable et dangereux, ont demandé à être déchargés de leurs fonctions ou envisagent de le faire. Il s'agit là d'une révolte, qui se fait au mépris de l'État de droit. Elle ne saurait être tolérée ni par la Chancellerie, ni par les citoyens - ni par le corps judiciaire qui perdra son crédit s'il accepte d'être confondu avec ses propres groupes de pression.

PROJET

Démocratiser la République



Vendée

**Un candidat
royaliste**

(p. 3)

Culture

**Les élites
et le peuple**

(p. 12)

M 2242 - 593 - 15,00 F



TUNNEL

Surprenante prise de position de J.-J. Boisserolle à propos du tunnel du Somport dans Royaliste n° 591 où, à ma connaissance, on n'a jamais encore lu une telle diatribe contre les écologistes. En effet tout y est depuis l'ironie sur la disparition des mam-mouths jusqu'à la mauvaise conscience don-née à ceux qui défendent les animaux sans penser aux chômeurs. En fait c'est toujours le même argument, comme si une juste cause devait en exclure une autre. Mais en ce qui concerne le sujet lui-même, si rien ne prouve que ce tunnel apportera davantage de prospé-rité à la région (J.-J. Boisserolle s'interroge lui-même) il est certain qu'une des dernières natures restées sauvages sera sacagée par un trafic de milliers de camions. Et on soup-çonne Bruxelles de faire de la vallée d'Aspe un dépôt de déchets nucléaires. Cependant que l'auteur de l'article se rassure le profit et les maniaques de la technique n'ont pas dit leur dernier mot et, sous prétexte de progrès nous feront retourner à l'âge minéral.

J. St-E. (Bizanos)

EMMANUEL MOUNIER

A la suite de mon article « *Le moment stalinien des intellectuels français* » (Roya-liste n° 591), j'ai reçu la lettre suivante de notre ami Jean Bastaire :

*Cher ami,
Après un Mounier fasciste et pétainiste, y aurait-il eu un Mounier stalinien ? J'ose espérer que les propos de Tony Judt n'ont pas la basse sottise de ceux de Bernard-Henri Lévy et s'apparentent plutôt à l'incompréhension de Zven Sternhell. Mais je voudrais vous mettre en garde contre une exégèse qui ne correspond pas à l'expérience que j'ai vécue ni à un certain nombre de textes que je viens de relire.*

J'avais vingt et un ans en 1948. Le premier numéro d'Esprit que j'ai lu date de mai-juin. C'était un numéro spécial consacré au thème : « Marxisme ouvert contre marxisme scolastique » : un de ces larges débats ou Mounier, non-marxiste, essayait précisément de déstaliniser le marxisme et de le rendre à la part de vérité vivante qu'il pouvait contenir.

Dans les mois qui ont suivi, Mounier a pris parti pour Tito contre Staline dans un autre retentissant numéro spécial qui lui a valu d'être abreuvé d'injures par le PC français. Il a dénoncé le procès Petkov en Bulgarie et souligné l'écho du témoignage extraordinaire de Marguerite Beuber-Neuman sur le « gou-lag », au procès Kravchenko qui se tenait à Paris. Il a dénoncé Rajk en Hongrie en publiant un article de l'exilé François Fejtő. S'il s'est démarqué de l'anticommunisme du Père Fessard, il a non moins pris ses distances par rapport au philocommunisme des chrétiens progressistes.

Je n'ai pu retrouver l'éditorial sur le coup

de Prague dont Tony Judt cite un extrait qui vous scandalise à juste titre. Mais je suis sûr que détaché du reste de l'article et du contexte général de l'action de Mounier, il est un pur et simple contresens. Il ne faut pas oublier non plus un contexte encore plus général : celui de la guerre froide qui atteint alors son point maximum.

Avec le recul, j'accorde que Mounier a pu être mal informé et qu'il a pu entretenir des illusions sur les capacités internes de régénération du monde communiste. Mais j'affirme avec force qu'il n'a jamais été un « compa-gnon de route » et que son dialogue avec les marxistes, pour inlassable qu'il ait été, n'a jamais cessé d'être vigilant et n'a jamais débouché sur une « connivence » quelcon-que.

Le mois même de sa mort (mars 1950), Mounier publiait une « lettre à Roger Garaudy » où l'on trouve ceci : « Je ne sais qui a cru malin de dire un jour, Garaudy, que sur vos charrettes, marchant à l'échafaud, je chercherais encore le moyen de dialoguer avec vous ? Je remercie cet homme d'esprit de sa confiance. Mon Évangile m'apprend qu'on n'est pas plus malin que son Dieu, qui cherche toujours une voie vers le cœur du plus désespérant des hommes. Mon Évangile, au surplus, est l'Évangile des pauvres. Jamais il ne me laissera satisfait sur un seul malentendu avec ceux qui ont la confiance des pauvres. Jamais il ne me réjouira de ce qui peut diviser le monde et l'espoir des pauvres. Ce n'est pas une politique, je le sais bien. Mais c'est un cadre préalable à toute politique ».

*Ne croirait-on pas lire du Bernanos ?
Bien cordialement à vous.*

Jean Bastaire

Merci à Jean Bastaire de livrer ainsi avec franchise son sentiment. Par ailleurs Jean-Marie Domenach m'a fourni des informations précises, en attendant une étude critique qu'il rédige sur *Esprit* et l'ouvrage de Tony Judt (« *Un passé imparfait* », Fayard), qui me contraignent à revoir certains passages de ce travail avec plus de circonspection. On sait que je ne partage pas à l'égard d'Emmanuel Mounier, auquel je rendais hommage ici-même (Royaliste n° 536) pour le quarantième anniversaire de sa mort, l'animosité unilaté-rale de Bernard-Henri Lévy et de Tony Judt, en dépit des réserves que j'ai aussi expri-mées. Le débat est donc toujours ouvert.

Gérard Leclerc

DÉBAT INCONTOURNABLE

Je lis toujours avec attention l'éditorial de votre revue ; si je n'en partage pas toujours les termes, sa lecture m'apparaît à chaque fois stimulante !

Je tiens à vous dire mon très grand accord sur celui intitulé « Paysages de campa-gne » : volonté par trop hégémonique du PS par rapport à ses alliés, attente et non désir de la droite ... Mais et c'est peut-être le

regret que je ressens votre conclusion n'est qu'une suite d'interrogations ! En tous cas un débat incontournable en mars !

Très cordialement, au plaisir.
Dominique Gambier
député de Seine Maritime
conseiller régional de Haute Normandie

LOUIS XVI

M. de Goustine (Royaliste n° 592) me semble juger de l'exécution de Louis XVI à l'aune de critères trop contemporains (« Comment ont-ils pu faire cela ? »).

Puis-je préciser que la condamnation à mort et son exécution sont encore au XVIII^e siècle chose très ordinaire et que, hormis Condorcet à ma connaissance, personne ne remet en cause à l'époque une telle pratique.

Il faut juger de l'exécution de Louis XVI à partir de là en considérant que c'est sans doute moins l'homme que la fonction qui fut visée à l'époque. Encore que l'homme fut directement en cause du fait de ses tracta-tions avec l'ennemi du temps... Couper la tête du Roi avait valeur hautement symbolique, quasiment fondatrice : il s'agit de mettre fin radicalement à l'Ancien Régime (du passé on fait table rase...), Ancien Régime fondé sur une autorité monarchique d'essence divine, au bénéfice d'un nouveau régime fondé, lui, à l'inverse sur le postulat de la souveraineté populaire.

A ce propos rappelons que si le Roi contresigna la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, déclaration autono-mique de la conception monarchique d'un Louis XVI, ce fut sous la contrainte, après l'envahissement de Versailles le 6 octobre 89 par une foule parisienne encadrée par la Garde nationale...

J.-P. B. (Angers)

ANTICONFORMISME

Je vous lis maintenant depuis plus d'un an et j'apprécie la qualité de vos articles et en général la justesse de vos analyses. Mais j'avoue être un peu décontenté par votre anticonformisme systématique. On ne vous trouve jamais là où l'on vous attendait !

Partisans de la famille d'Orléans, vous ne manquez jamais de mettre le doigt sur ses défaillances ; royalistes de gauche, vous passez votre temps à vilipender le Parti socialiste - parfois d'une manière injuste ; laïcs proclamés, vous annoncez des messes pour Louis XVI ; et tout en rendant hommage à ce dernier, vous réhabilitez Philippe-Égalité dans le même numéro !

On a vraiment parfois du mal à vous suivre... mais en dépit de tout cela, je vous aime bien et je me décide à m'abonner (abonnement de soutien pour me faire par-donner cette lettre).

P.L. (Nord)

Candidat royaliste en Vendée

Sur la suggestion d'amis de la région, le Comité direc-teur de la NAR a examiné l'hypothèse d'une candida-ture en Vendée pour les législatives de mars 1993. Il en a conclu favorablement et m'a confié le soin de présenter cette candida-ture avec, pour suppléant, le délégué départemental François Guerry et le concours actif des militants et sym-pathisants.

FIDÉLITÉ ET MODERNITÉ

La première raison de cet engagement découle de l'héritage du terroir. Il y a deux cents ans, le peuple s'y soulevait en masse pour défendre contre le sectarisme jacobin sa liberté, sa foi et son roi. Pendant près de deux siècles, cette mémoire douloureuse a lutté pour survivre ; elle a été un enjeu politi-que et l'occasion de vives dissen-sions. Un gouffre s'était creusé, empêchant les deux visages de la légitimité nationale de se reconnai-tre. Si l'esprit d'apaisement et de maturité politique dont ont témoigné les Français dans la célébration du bicentenaire de 1789 sont des signes positifs, il faut les confirmer par des actes. Nous pensons qu'il revient aujourd'hui à un royaliste de sauter le pas et de montrer le chemin d'une délivrance définitive. En deux sens :

- délivrer la Vendée de son far-deau, faire qu'elle ne se sente plus la gardienne solitaire de ces souve-nirs sanglants ; qu'on ne devine plus en elle une âme veuve, condamnée à lancer son imprécation perpétuelle contre la nation ;

- réciproquement, délivrer la République du sombre héritage qui arrange un peu trop ses sectaires et ses détracteurs. Qu'on cesse de lui faire revendiquer comme actes fon-dateurs de son identité des mons-truosités qu'elle récuse dans le monde présent. Ce qu'elle récuse au Cambodge et en Bosnie, qu'elle ne

Aussi coriace que soit la NAR, c'est une trop petite formation pour jouer à tous les coups parmi les grands dans la cour électorale, et le nouveau « système de financement » des partis n'y portera nul remède. Pourtant, les royalistes ne peuvent s'absenter d'une consultation qui engage le destin du pays. C'est la raison d'un choix qui, pour paraître aventureux, ne manque ni de cohérence ni, dit-on (1), de panache.

se fasse pas gloire, mais honte, de l'avoir accompli en Vendée voilà deux siècles.

Nous voulons croire la V^e Répu-blique assez grande en 1993 pour accueillir dans le patrimoine de la nation l'héroïsme des résistants de ces années noires de la Révolution. Nous la voulons, en tant que citoyens, assez confiante pour faire montre de tolérance envers l'inté-gralité du passé, et laisser enfin s'épanouir la France à la dimension de sa véritable expérience historique et morale.

S'il est vrai que des tensions partisans peuvent s'opposer encore à ce ressaisissement de la consci-ence nationale, il faut y opposer nos convictions - enfin partageables par la plu-part de nos contemporains. Voilà qui donnera force au message politique que nous avons mis-sion de transmettre.

C'est le sens d'une campagne royaliste en Vendée, par son impact électoral local et ses échos dans le reste du pays, que de s'adresser à

tous, de la droite à la gauche, pour les engager dans ce renouveau de la conscience citoyenne.

AU DELA DES FAUX COMBATS...

Que la circonscription choisie soit la 4^e, actuellement tenue par Philippe de Vil-liers, n'est que plus signifi-catif de l'opportunité d'un tel choix.

A cause des confusions que cer-tains entretiennent entre la nostalgie traditionaliste et notre royalisme de conviction, nulle autre circonscrip-tion n'appelaient autant une mise au point de notre part. Et tant mieux si

heurtant les conventions elle offre une caisse de réso-nance à nos propos !

Nous n'avons pas d'inimitié pour Phi-lippe de Villiers qui milita un temps parmi les royalis-tes. J'ai moi-même salué en sa « cinéscé-nie » du Puy du Fou (2) une adroite expression touristique-culturelle de

souvenirs vendéens jusque-là médiatiquement indésirables. Que le conseiller général de Villiers en fasse ses choux gras est, si l'on ose dire, de bonne guerre. Ce qui l'est moins, c'est que le député du Parti républicain en nourrisse indistincte-ment son fond de commerce.

La représentation de la Vendée à l'Assemblée nationale est symboli-quement trop importante pour être le sujet de semblables méprises. On ne fait pas carrière sur un tel héritage ; on y regarde à deux fois avant de parler en son nom ; et si l'on s'érige en donneur de leçons morales et politiques, on s'efforce qu'elles ne soient pas contraires à la tradition française. C'est en outre aggraver la crise de confiance qui ébranle le monde politique que de ne servir les « valeurs » auxquelles nous croyons qu'en garniture à de faux combats d'opportunisme subal-terne.

De ce point de vue critique, le député sortant n'est pas n'importe quel adversaire. Sans doute croit-il pouvoir prélever, comme une rente due, 74,56 % des voix. Nous ne cultiverons pour nous qu'une ambi-tion, c'est que la nôtre s'élève, pour l'honneur et dans l'esprit de la devise vendéenne : « Unis et fidèles au roi ».

Ce sera, au demeurant, une vraie campagne à la députation, avec une attention particulière portée au déve-loppement local, au sort des agricul-teurs, des industries, des commer-ces, dans les nouvelles dimensions régionales et européennes qui s'ouvrent devant eux. Une campa-gne de démocrate soucieux des réalités économiques et sociales et convaincu que la meilleure manière de défendre l'identité provinciale est d'aller vers les autres dans un esprit d'échange et de solidarité.

Luc de GOUSTINE

(1) Olivier Biffaud « *Vendée : le royaliste contre le vicomte* » dans *Le Monde* des 10-11 janvier 1993.

(2) « *Quel combat ? Quelles valeurs ?* » dans *Royaliste* n° 582.

Le dernier livre de Bertrand Renouvin

« L'amour discret de la patrie »

Ni livre-programme, ni dissertation savante, le dernier essai de Bertrand Renouvin est plutôt une sorte de conversation tantôt vive, tantôt ironique sur des sujets qui sont d'une brûlante actualité.

C'est aussi un appel à tous ceux qui éprouvent un amour discret de la patrie à se mobiliser pour « sauver la politique ».

BON DE COMMANDE

Nom/Prénom :

Adresse :

Code/Ville :

commande ex. de « L'amour discret de la patrie » au prix de 125 F (prix franco) et joins le règlement à l'ordre de « Royaliste », 17 rue des Petits-Champs 75001 Paris.

royaliste

SOMMAIRE : p.2 : Courrier des lecteurs - p.3 : Candidat royaliste en Vendée - p.4 : Les bévues de L'Histoire - Poses martiales - p.5 : La grande Moscovie - p.6/7 : La République incertaine - p.8 : L'échappée du temps - Place de la République - p.9 : Le sacre du citoyen - p.10 : Nicolas II, le dernier tsar - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : La culture, les élites et le peuple

REDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : (1) 42.97.42.57
Dir. de la publication : Yvan AUMONT
Comm. parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (100 F), six mois (185 F), un an (270 F), de soutien (500F)*

(* Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Les bévues de L'Histoire

Poses martiales

Mauvaise surprise à la lecture du numéro de « L'Histoire » sur la droite : deux assertions, l'une abusive, l'autre malveillante, qui nous concernent. Une réponse s'impose.

A juste titre, « L'Histoire » est réputée pour la qualité de ses articles et de ses dossiers. Le numéro que cette revue consacre à la droite française (1) ne fait pas exception à la règle et nous en donnerons prochainement une analyse. Celle-ci doit cependant être précédée d'une mise au point, portant sur deux articles qui nous visent directement.

Le premier article est signé par Pierre Birnbaum. Il porte notamment sur l'antisémitisme de l'extrême droite et nous avons eu la désagréable surprise de trouver Bertrand Renouvin rangé sous cette bannière avec, en guise de preuve, cinq mots polémiques écrits par « le leader de la Nouvelle Action française ». Or Pierre Birnbaum serait bien en peine de justifier ce trop rapide amalgame :

- d'une part, la polémique incriminée date de 1974. Vieille de dix-neuf ans, elle est mêlée à des citations délirantes puisées dans la presse fascisante de ces dernières années. En outre, elle est tirée d'un livre (2) qui critique par ailleurs très violemment les dérives totalitaires et les fantasmes racistes qui se manifestaient déjà à cette époque.

- d'autre part, l'incrimination ne tient compte ni de l'histoire de notre mouvement, qui a abandonné en 1978 toute référence à l'Action française, ni de l'évolution de ses positions politiques sur un certain nombre de questions. Si à l'origine de notre mouvement nous avons eu une tendance un peu romantique à idéaliser la « révolution palestinienne », cela fait maintenant longtemps que nous ne remettons plus en cause l'existence de l'État hébreu et que nous prônons une reconnaissance mutuelle entre l'OLP et Israël (3). Un rapide coup d'œil sur notre

chronique de politique étrangère montre à l'évidence qu'aucun extrémisme ne l'inspire, et nul ne devrait ignorer que la Nouvelle Action royaliste a approuvé l'intervention militaire française dans le Golfe.

A notre égard, Pierre Birnbaum a commis une erreur, due à une information partielle et à une mise en forme trop rapide, mais vraisemblablement en toute bonne foi.

Tel n'est pas le cas d'Alain-Gérard Slama qui, dans un autre article, tente d'exécuter notre mouvement en quatre lignes bêtement malveillantes. Qu'en enseigne donc aux lecteurs de « L'Histoire » cet étrange historien ? Ceci : « En 1981, le leader de ce qu'il reste de l'Action française, Bertrand Renouvin, cherchait en vain à se démarquer de l'extrême droite, en prenant position pour François Mitterrand ».

Nos lecteurs souriront en songeant au mal que nous nous sommes donnés pour retirer les étiquettes (« mao-naurassiens », « gauchistes », « royalistes de gauche ») qui nous furent successivement accolées. Point n'était besoin de nous démarquer de l'extrême-droite en 1981 puisque le travail avait été fait par la presse dix ans plus tôt, puisque nous avons combattu la Nouvelle droite dès 1971 et lutté avec vigueur et violence, dès cette époque, contre tous les totalitarismes. M. Slama connaît très bien cette histoire. M. Slama trompe volontairement ses lecteurs lorsqu'il fait semblant de confondre notre mouvement avec l'Action française. M. Slama est un imbécile doublé d'un menteur.

Yvan AUMONT

(1) L'Histoire n° 162 - Janvier 1993 - « La droite, 1789-1993 ».
(2) « Le désordre établi » - Ed. Stock, 1974.
(3) Motion votée par notre 3^e Congrès (Décembre 1982).

Face à la guerre civile dans l'ancienne Yougoslavie, les stratèges en chambres multiplient leurs avis et leurs mises en demeure...

Vous souvenez-vous de la grande lamentation des années soixante-dix, des confessions à longueur de colonnes et de livres ?

« Nous intellectuels de gauche, nous les anciens militants, on ne nous prendra plus au piège de l'engagement idéologique, aux facilités du manichéisme, aux ruses de l'Histoire et de la raison qui ne font que masquer des injustices et des atrocités par trop réelles. Nous serons vigilants, partout, pour tous, y compris à l'égard de nous-mêmes... »

Nous avons quant à nous pris ce discours au sérieux, corrigé nos propres excès et retrouvé la vertu de prudence. S'informer et réfléchir avant de s'engager nous paraissait, nous paraît encore, de bonne méthode.

Mais voici que le ton change à Paris. La prudence dans l'analyse fait soupçonner de lâcheté, la modération dans le propos rend suspect de complicité. Je veux bien sûr parler de la guerre civile qui ravage une partie de l'ancienne Yougoslavie. Là-bas, l'horreur et la désolation. Ici, la déclaration fracassante, la pose héroïque, la mise en demeure. Il faut s'engager, dénoncer, bombarder. C'est à qui trouvera l'adjectif le plus fort, la comparaison la plus terrifiante, la réplique la plus décisive. Les Serbes sont des salauds ; Milosevic est, après Saddam Hussein, le nouvel Hitler ; il faut armer les Bosniaques et bombarder sans attendre les positions des milices serbes (elles aussi bosniaques) qui tirent sur Sarajevo...

L'intervention militaire en Bosnie est peut-être nécessaire. Mais le ton comminatoire de certains responsables politiques et de certains intellectuels est insupportable, de même que la confusion des rôles - celui du ministre, celui du diplomate, celui de l'écrivain engagé - est inadmissible. Les intellectuels et les politiques qui se déchainent dans les médias sont sans aucun doute sincères. Mais certaines diatribes s'inscrivent trop bien dans la logique spectaculaire de la campagne électorale et, comme les autres « petites phrases », leur effet médiatique ne dure qu'un jour ou deux. Et puis comment ne pas voir, du côté de Saint



♦ André Malraux, lui, s'était vraiment engagé...

Germain des Prés que, comme naguère, on continue à régler de menus comptes parisiens sur le dos des peuples et des nations de l'ancienne Yougoslavie. D'autant plus que la succession de Malraux est ouverte...

C'est toujours la même suffisance, et la même indécence. Aussi Bertrand Poirot-Delpech a-t-il raison de demander (1), que les intellectuels engagés... s'engagent, et conseillers soient les payeurs - et paient cash. Comme Malraux, comme tant d'autres avec lui, dans la guerre d'Espagne. Où alors qu'ils se taisent, ou pèsent suffisamment leurs paroles et leurs actes pour qu'elles servent la cause de la paix - et non leur propre gloire.

Yves LANDEVENNEC

(1) Le Monde du 13 janvier 1993. Voir aussi dans le même numéro l'article remarquable de Véronique Nahoum-Grappe (« Bosnie : le feu des assassins ») ainsi que les articles de Yan de Kerouguen et de Daniel Lindenberg dans Esprit d'octobre 1992.

La grande Moscovie

A la recherche d'une politique économique, Moscou est également à la recherche d'une politique extérieure. Faute d'avoir pu avec la « nouvelle pensée » déborder l'Occident sur son propre terrain, on n'aurait plus le choix qu'entre le « suivisme » et l'anti-occidentalisme si l'on ne comprenait l'autonomie que doit nécessairement prendre la politique extérieure de Moscou pour rester fidèle à ses intérêts nationaux.

Les débats successifs sur la politique extérieure sont dépendants des incertitudes relatives à l'identité de la Russie, devenue Empire avant de s'être constituée en nation (*natsia* rarement utilisé). Russie d'Europe ou Russie d'Asie ? Occidentalisation ou Panslavisme ? Ethnisme russe ou grand-russisme (*Russkye* ou *Rossianie*) ? Plusieurs de ces options traditionnelles sont en fait actuellement dépassées. La Russie a été coupée de l'Europe par la perte des États Baltes, décalée vers l'est, avec l'indépendance de la Biélorussie et de l'Ukraine qui interdisent de surcroît l'union slave souhaitée par Soljenitsyne. L'Europe orientale avec laquelle elle n'a plus de frontière commune ne figure plus au nombre de ses intérêts.

La Russie privée de Kiev et de l'Empire peut-elle se recentrer sur un « peuple russe » (*narod*, terme préféré mais largement mystique voire mythique) ? Certains « nationaux-patriotes » s'étaient ainsi mobilisés pour la défense des Russes dans les nouveaux États indépendants. Mais les retours sont massifs en provenance d'Asie centrale et la majorité des 25 millions de Russes hors de la Fédération résident en Ukraine, au Kazakhstan et dans les pays baltes. En revanche, les quelques 27 millions de non-Russes vivant à l'intérieur de la Fédération posent plus de problèmes, de même que parmi les Russes, certaines sous-catégories comme les Sibériens voire les Cosa-

ques, qui ne se conçoivent pas comme les moscovites ni ne sont conçus comme tels par ces derniers.

Partant du noyau que constitue grosso modo l'ancienne principauté de Grande Moscovie la seule encore à ne pas être organisée en région autonome, comme au sein de l'ex-URSS la Fédération de Russie était la seule à ne pas avoir d'organes propres - on découvre toute une palette de tons dégradés. La prise de conscience de cette nouvelle géographie intérieure commande désormais la politique extérieure de Moscou.

En effet, l'alternative n'est autre que celle que décrivent certains uchronistes : une Russie-croupion comparable à la petite république d'Autriche après la dissolution de l'Empire des Habsbourg, entourée d'un empire islamique sur ses marches du Caucase et d'Asie centrale, sous hégémonie turque voire arabe intégriste en cas de bouleversement dans les centres de l'Islam - en Arabie Saoudite par exemple - et d'un empire asiatique pour sa partie extrême-orientale et sibérienne, sous domination soit chinoise soit japonaise selon le rapport de forces qui se dessinerait alors en Asie, éventuellement mixte, chinoise pour la sécurité, japonaise pour la finance.

L'accent est donc mis sur « l'étranger proche » (*bliznee zarubejie*). Moscou doit suivre les évolutions dans les nouveaux États indépendants d'Asie centrale en définissant une sorte de doctrine Monroe défendant aux autres puissances d'intervenir dans la zone. Elle ne peut s'y satisfaire d'une

politique de défense des minorités russes, ce qui serait contradictoire avec l'influence qu'elle doit conserver sur les gouvernements et les peuples autochtones.

Au nord-Caucase, elle doit protéger ses zones riches du Kouban et de Stavropol en résistant au morcellement de sa frontière par les républiques turcophones et donc rechercher l'alliance avec Ankara.

Elle doit surtout veiller aux vellétés autonomistes - sinon plus - des Sibériens avec lesquels Moscou doit déjà partager les ressources du sous-sol. Pour sa partie extrême-orientale (Vladivostok), elle se doit de résister à toute concession sur les Kouriles, car sinon elle ne ferait plus le poids face aux menées japonaises. L'alliance avec Pékin est dans cette ligne aussi incontournable que celle avec Ankara. Pour sa partie moyenne, actuellement la plus riche, c'est la ligne bleue des Vosges, c'est-à-dire le contrôle de la seule barrière naturelle de tout l'Est constituée par les monts Oural et la Volga. A la jonction des deux et de la Transcaucasie, le verrou tatar qui a voté en mars dernier en faveur de l'indépendance revêt une importance capitale. Du Tatarstan au Turkestan il n'y a qu'un pas. Les théoriciens et les propagandistes des mouvements réformateurs du monde musulman au XIX^e siècle comme des mouvements pannationaux des lendemains de la Révolution de 1917 (Sultan Galiev) étaient tatars.

On comprend que l'ensemble de ces considérations l'emportent sur la priorité de l'occidentalisation à outrance. Mais l'Occident doit respecter ces préoccupations légitimes de Moscou car il ne peut, ni ne doit, sans le compromettre se substituer à lui dans ces zones. Il doit au contraire souhaiter que Moscou y tienne sa place ce qui ne laisserait pas de présenter des avantages.

Yves LA MARCK

♦ **DANEMARK** : Comme chaque année, le discours de Nouvel An est un exercice de style auquel se livre la reine Margrethe II et qui lui permet de délivrer à ses compatriotes un message éminemment politique. Le soir de la Saint-Sylvestre, la souveraine s'est particulièrement penchée sur le sort des victimes de la guerre et de l'intolérance en Europe : « A quoi, au fond, assistons-nous ces années-ci ? Est-ce le vieux spectre du nationalisme outrancier, qui émerge sous forme d'une confrontation entre peuples et la mise en soupçon de ceux qui ont un air « différent » ? Ce phénomène fait-il ces jours-ci son apparition parmi nous également ? ... Nous pouvons et nous devons rejeter un nationalisme stérile et intransigeant qui se traduit par la xénophobie et le mépris des gens qui sont différents. Ce sentiment est fondamentalement non-danois, ne s'accordant avec aucune chose que nous devons accepter comme nôtre ».

♦ **JAPON** : L'annonce des prochaines fiançailles du prince héritier Naruhito avec Mlle Masako Owada, jeune diplomate de 29 ans, a suscité une vive émotion au pays du Soleil-Levant. La presse, les milieux d'affaires et l'opinion publique voient dans cette heureuse nouvelle une solution miracle pour doper l'économie japonaise en pleine déprime. On parle déjà d'un boom des mariages avec son cortège de conséquences économiques pour l'industrie des services, d'une progression de la consommation des ménages (le mariage en 1959 de l'actuel empereur avait provoqué une hausse de la consommation de 1,4% : ventes de téléviseurs, industrie du papier, produits de luxe... on parle sur une hausse de 0,8% du PNB. Signe avant-coureur, à peine était connue l'information des fiançailles que la Bourse de Tokyo enregistrerait une hausse de 0,8% de l'indice Nikkei...)

♦ **GRANDE-BRETAGNE** : Nouvelle croisée pour le prince de Galles, la lutte contre la pollution des mers par les pétroliers négligents. Sans pouvoir immédiatement se rendre sur les lieux de la catastrophe du naufrage tragique du Braer, dans les îles Shetland, l'héritier de la Couronne britannique a témoigné une fois encore de son souci écologique en demandant aux spécialistes des rapports précis sur l'étendue des dégâts, les raisons du naufrage, les réglementations en vigueur...

♦ **LIECHTENSTEIN** : Fort de « sa » victoire lors du récent référendum sur l'entrée de sa Principauté dans l'EEE, le Prince Hans-Adam II compte bien pousser son avantage sur les vingt députés qui siègent au parlement et les cinq membres de son gouvernement, tous influencés par le lobby financier qui craint de voir disparaître les dizaines de milliers de sociétés-boîtes à lettres. « Lorsque j'ai commencé à jouer un rôle actif en politique, comme l'autorise la Constitution, les deux partis au pouvoir et seuls représentés au Parlement ont estimé que je constituais un danger pour les intérêts économiques qu'ils représentent ». Une crise politique précède le référendum du mois de décembre, pendant laquelle le Prince menaçait de remettre sa couronne, puis de limoger le gouvernement et dissoudre le Parlement. Le peuple, par 56% des voix, vient de donner raison à son prince. « C'était une épreuve de force. Les milieux financiers ne voulaient pas de la concurrence étrangère. Les industriels craignaient de perdre leur distance avec la Suisse. Moi, j'étais convaincu que l'intégration européenne était une bonne chose pour la majorité de la population et pour l'économie ». Une victoire pour le Prince, d'autant plus éclatante que la Suisse venait de voter « non » et qu'il ne disposait - pour faire entendre sa voix - ni de télévision, ni de radio, et encore moins de journaux : ils appartiennent aux deux grands partis politiques. « Une situation à la nord-coréenne » dit-il lui-même.

Blandine Kriegel

« La République incertaine »

● **Royaliste** : En quels sens peut-on parler de « République incertaine » ?

Blandine Kriegel : Ce caractère d'incertitude tient d'abord au fait que la République s'est multipliée : nous en sommes à la cinquième et, aujourd'hui, certains juristes et hommes politiques envisagent une sixième République. Et puis, cette République a été plusieurs fois renversée (par les deux Bonaparte, par Vichy) et elle fut souvent chancelante - pensons à Février 1934, à Mai 1958 et à Mai 1968. En outre, la République est à ce point hésitante qu'elle n'a jamais pu vaincre ses ennemis irréductibles : disant cela, je ne pense pas aux royalistes, puisque la monarchie peut être républicaine, mais aux totalitaires de tous bords. Actuellement, la crise de confiance à l'égard des représentants de la nation, le malaise dans la citoyenneté, l'interrogation sur notre culture nationale montrent à quel point la République demeure fragile.

● **Royaliste** : Dès lors, comment situez-vous votre oeuvre ?

Blandine Kriegel : Je me suis interrogée sur les causes structurelles de cette crise multiforme et c'est une partie de cette recherche que je publie dans *La République incertaine*. Les résultats auxquels j'aboutis s'écartent des conclusions présentées par Alain Finkielkraut dans *La Défaite de la pensée*, par Marc Fumaroli dans *L'État culturel*, par Régis Debray dans *Vive la République*. Pour ces auteurs, la société républicaine aurait été corrompue dans sa civilisation, dans sa culture, dans sa vertu, par les organes nouveaux de la société démocratique - qu'il s'agisse de l'action culturelle de l'État, ou des médias. C'est Régis Debray qui a été le plus rigoureux dans cette critique, en estimant qu'il existe une opposition absolue entre la démocratie (entendez par là l'Amérique, le marché, l'individu) et la République c'est-

à-dire l'État, la laïcité, le sens civique de la collectivité. Mais aucune de ces interprétations, qui se fondent toutes sur l'idée de décadence exprimée naguère par des auteurs tels que Pareto et Valéry, ne me paraissent satisfaisantes.

● **Royaliste** : Pourquoi ?

Blandine Kriegel : L'opposition radicale entre République et démocratie n'est pas justifiée. Il faut d'abord savoir de quoi l'on parle quand on évoque la République. L'idée républicaine trouve son origine chez Aristote, au livre I de la *Politique*, qui définit la République (*Politeia*) comme une société fondée sur l'intérêt général alors que la société despotique a pour fin l'intérêt particulier. Aristote ajoute que dans la société républicaine l'autorité s'exerce sur des hommes libres, alors que l'autorité du despote est celle du maître sur l'esclave.

Cette définition posée, Aristote précise que le régime politique reste en question et, dans un autre chapitre de la *Politique*, il propose une typologie qui est devenue canonique : une République peut être monarchique si le monarque a en vue l'intérêt général et non son intérêt privé, elle peut être aristocratique si les *aristoi* (les meilleurs) ont ce même souci, et elle peut être démocratique si le grand nombre (*demos*) fait lui aussi prévaloir l'intérêt général. Autrement dit, la question de la République et la question de la démocratie ne sont pas du même ordre : la question de la République concerne la finalité de la politique, son objet (en vue de quoi ?) et celle de la démocratie porte sur l'exercice du pouvoir, elle concerne le sujet (qui exerce ce pouvoir ?). Il n'y a donc pas d'antinomie, ni d'alternative, entre la République et la démocratie : la République peut être démocratique.

● **Royaliste** : Dans la théorie et dans l'histoire, quel est le lien entre la République et la monarchie ?



Blandine Kriegel : L'idée républicaine réapparaît à la Renaissance, chez Machiavel (ses *Discours sur la deuxième décade de Tite Live* de 1513) et chez Bodin (les *Six livres de la République* de 1576) et elle va se développer dans ce qu'il faut appeler sans forcer le trait les monarchies républicaines qui s'affirment en France et en Angleterre. C'est dans le cadre de cette idée républicaine qu'ont été élaborées les pièces maîtresses du droit politique moderne : le droit des États, c'est-à-dire la doctrine de la souveraineté, et les droits de l'homme.

Dans mon livre, j'examine les ouvertures et les impasses que nous devons à la doctrine de la souveraineté, qui est la grande innovation du 16^e siècle et la pierre d'angle des États modernes. Il y a en effet une ambivalence dans cette doctrine de la souveraineté à la fois dans son contenu et dans son développement car elle comporte deux aspects qui ne sont pas cohérents. Le premier aspect, c'est le caractère anti-impérial de cette doctrine : elle fonde l'indépendance des États contre l'idée de monarchie universelle et elle fonde l'idée de la primauté de la politique intérieure sur la politique extérieure en établissant le prin-

cipe d'un pouvoir qui arbitre par la paix et non par la guerre, par le droit et non par la puissance militaire. Pour Bodin, le droit de glaive hérité de Rome et confisqué par le roi ne peut être exercé par celui-ci sans qu'il y ait procédure législative ; le droit de glaive institue une véritable démilitarisation de la société et il ne peut s'exercer contre le citoyen innocent qui bénéficie du droit à la sûreté. Ainsi, on passe de la puissance militaire à la puissance publique. Ce premier aspect de la doctrine de la souveraineté fonde l'équilibre européen et le droit international.

● **Royaliste** : Dans le mouvement que vous évoquez, y-a-t-il place pour ce qu'on appelle aujourd'hui la laïcité ?

Blandine Kriegel : Oui. Le principe de la liberté de conscience a été développé en France par le parti des Politiques - Montaigne, Michel de l'Hospital, Jean Bodin - et il aboutit à l'Édit de Nantes. De même, à l'échelle européenne, il y a un mouvement en faveur de la tolérance qui est représenté par des auteurs chrétiens, qui se fonde sur la Kabbale, et qui trouve sa pleine expression philosophique avec Spinoza, pour qui la religion est une

affaire de droit privé. Telle est la première genèse de la laïcité. Vous savez qu'il y en a aussi une seconde, qui procède du gallicanisme, et qui fait de la laïcité une religion d'État : nous l'avons encore vu dans l'affaire du voile, lorsqu'on a exigé de deux fillettes musulmanes, au mépris de la liberté de conscience, qu'elles ôtent leur foulard avant d'entrer à l'école.

● **Royaliste** : Venons-en au second aspect de la doctrine de la souveraineté...

Blandine Kriegel : Volontiers. Pour Bodin, la souveraineté est juridique, mais la loi est promulguée par la puissance administrative, par un acte d'autorité. Le pouvoir politique est de l'ordre de la volonté, du commandement, et il entre dès lors en contradiction avec le premier aspect de la doctrine de la souveraineté.

● **Royaliste** : C'est cette contradiction qui tisse l'histoire de la souveraineté...

Blandine Kriegel : En effet. Cette histoire commence bien, dans les monarchies républicaines du 16^e et du 17^e siècles. La définition du pouvoir souverain, c'est qu'il est à la fois absolu et limité - comme chez Hobbes qui est à la fois un penseur absolutiste et un penseur du contrat social, du droit à la sûreté. L'absolutisme tient au fait que chacun délègue au souverain sa capacité meurtrière, mais le pouvoir qui en résulte est limité par la loi divine, par la loi naturelle et par les lois fondamentales du royaume.

Mais dans la pratique française toutes ces limites ont été peu à peu outrepassées. La loi divine était représentée par la cérémonie du sacre et les libertés de l'église gallicane ; les rois de France n'avaient jamais utilisé le sacre pour poser au César-Christ comme le faisait l'empereur, mais au contraire se fondaient sur la tradition biblique, et reconnaissaient l'autorité

spirituelle de l'Église sur les rois de France. Puis nous avons le roi-Soleil, les dragonnades, la révocation de l'Édit de Nantes, et la fameuse théorie du « droit divin » qui, ne l'oublions pas, s'impose au 18^e siècle...

Les lois naturelles comportaient quant à elle le respect de la sûreté personnelle et de la propriété - ces droits étant effectivement inscrits dans la monarchie française. Mais vous savez que les droits de l'homme ont été théoriquement énoncés par des étrangers (le droit à la sûreté par Hobbes, le droit à la liberté de conscience par Spinoza, le droit à la propriété par Locke) et que l'*Habeas corpus* a été institué en Angleterre en 1689 alors que, aujourd'hui encore, la France n'est connue que des éléments. A l'encontre de l'évolution anglaise, le droit pénal français établi au temps de Colbert et prolongé jusqu'à nos jours représente en effet une véritable régression quant au droit des personnes. La constitution coutumière, quant à elle, a fait les frais de la querelle avec les parlements.

● **Royaliste** : Pourquoi cette dérive absolutiste ?

Blandine Kriegel : Elle tient au fait que la souveraineté est conçue chez Bodin comme un commandement, ce qui entraîne dans notre pays des poussées impériales - la dérive existe chez Louis XIV, elle s'exprime pleinement avec Napoléon - et le développement du droit administratif français. Même après la Révolution française, le pouvoir reste délié des lois, il continue à s'incarner dans une volonté, désormais « générale », il s'inscrit dans la pratique administrative et engendre le développement de la justice administrative. Cette théorie de la volonté oblige en outre le souverain à la pose héroïque, il tend à devenir un surhomme, un être-pour-la-mort.

Enfin, ce second aspect de la doctrine de la souveraineté empêche la séparation des pouvoirs et ne

laisse pas de place à la puissance de juger : nous n'avons toujours pas de pouvoir judiciaire en France puisque le pouvoir est « un et indivisible ». La crise actuelle de la justice, et celle de la magistrature, découlent de cette doctrine de la souveraineté. C'est dire que la République ne souffre pas de trop de démocratie, comme l'affirme Régis Debray, mais de trop peu de démocratie.

Propos recueillis par
B. LA RICHARDAIS

BIBLIOGRAPHIE de
Blandine Kriegel

- ◆ **L'État et la démocratie** - Documentation Française, 1986 - 75 F
- ◆ **Les chemins de l'État** - Calmann Lévy, 1986 - 149 F
- ◆ **Jean Mabillon** (Les historiens de la monarchie - I) - PUF, 1988 - 148 F
- ◆ **La défaite de l'érudition** (Les historiens de la monarchie - II) - PUF, 1988 - 148 F
- ◆ **Les Académies de l'Histoire** (Les historiens de la monarchie - III) - PUF, 1988 - 148 F
- ◆ **La République incertaine** (Les historiens de la monarchie - IV) - PUF, 1988 - 148 F
- ◆ **Les droits de l'homme et le droit naturel** - PUF, 1989 - 38 F
- ◆ **L'État et les esclaves** - réédition Payot, 1989 - 60 F
- ◆ **Jean Mabillon - Brèves réflexions sur quelques règles de l'Histoire** - P.O.L., 1990 - 69 F
- ◆ **La République incertaine** - Quai Voltaire, 1992 - 70 F
- ◆ **La querelle Mabillon-Rancé** - Quai Voltaire, 1992 - 80 F

Tous ces ouvrages sont disponibles à notre service librairie. Ajoutez 15 F pour les frais de port.

Place de la République

François Léotard sait écrire. Est-il pour autant un grand homme politique ? Peut-il devenir un homme d'État ?

D'autres ont déjà fait le compliment, qu'il est agréable de reprendre : sur cette « Place de la République » (1), on rencontre d'abord un écrivain politique de talent, qui pourrait être ou qui est déjà un écrivain tout court. Son livre n'a rien de commun avec ces textes programmatiques ou ces mises en scènes éditoriales rédigées par un compère journaliste ou par un « nègre » de cabinet ministériel : il est écrit par celui qui a signé.

Un second compliment doit être adressé à l'homme politique que nous avons parfois houspillé : son goût de la langue est mis au service d'une réflexion de bonne tenue, alors qu'on pouvait craindre que le « beau style » vienne masquer la vacuité du propos. François Léotard est en effet victime de l'image sémiologique qu'il a mis dix ans à composer, et il est probable qu'il lui faudra pas mal d'années pour que, dans l'opinion publique, la personne prévaille sur le personnage. Piège de la communication, qui réduit toute attitude à une pose et toute intention à une manœuvre.

Pour apprécier le livre, il faut donc se livrer à une sorte d'ascèse, chasser de son esprit la figure souvent vue sur les affiches et les estrades pour se demander ce qu'il en est du citoyen Léotard.

Citoyen est bien le terme adéquat puisque le député-maire de Fréjus a choisi - courage rarissime - de démissionner de ses mandats en attendant que justice lui soit rendue dans une misérable « affaire ». Or

le simple citoyen, que François Léotard ne restera pas, s'affirme démocrate exemplaire et républicain au sens exact du terme - soucieux de la chose publique, du bien commun. L'extrémisme lui fait horreur, notamment dans sa variante national-populiste qu'il analyse et dénonce avec justesse et mesure. Quant aux critiques qu'il adresse à la gauche, elles ne sont jamais méchantes, et souvent fondées.

Mieux encore : les pages que François Léotard consacre à l'immigration, si elles méritent d'être discutées, témoignent d'une bonne intuition de la France ; celles qui portent sur l'État et sur la renaissance du service public méritent d'être saluées et ce qui

est dit de la francophonie ou encore de la politique méditerranéenne mérite approbation. Certes, au fil des pages, on trouvera nombre d'affirmations contestables (sur l'action de la droite pendant la cohabitation), et des réflexions encore inachevées - notamment sur la question européenne. Mais les éléments ainsi réunis peuvent contribuer à la renaissance du débat public.

Saluerions-nous ici la naissance du léotardisme ? Non pas, ou pas encore. Le citoyen Léotard est en train de devenir un homme politique mais il dévoile dans ce livre encore adolescent un souci plus qu'un projet, une sensibilité plus qu'une pensée. Citoyen Léotard, encore un effort...

Yves LANDEVENNEC

(1) François Léotard - « Place de la République » - Ed. Laffont, 1992 - Prix

L'échappée du temps

Il en va souvent ainsi dans la philosophie : la discrétion de Jean-Toussaint Desanti n'a d'égale que l'importance de sa pensée.

Quelques uns, les bienheureux, ont écouté Jean-Toussaint Desanti lors de la journée d'hommage à Maurice Clavel que nous avions organisée pour le dixième anniversaire de la mort de notre ami. D'autres, plus nombreux, avaient été ravis par une intervention en forme de fable lors d'un

mémorable colloque sur la science organisé au Mans... Nous étions loin de tout spectacle, de tout effet, écoutant une parole assurément savante et si claire qu'elle trouvait sans peine un écho profond. Mais le plus souvent, Jean-

Toussaint Desanti demeure silencieux, attentif fumeur de pipe au sourire quelque peu énigmatique sans qu'il soit jamais inquiet.

Voici cette parole de philosophe et de pédagogue consignée dans un premier livre d'entretiens (1) qui permet d'y réfléchir et d'y revenir autant que l'on voudra. La conversation, car c'en est une, qui évoque le dialogue platonicien, porte sur le temps - le temps dont nous parlons sans cesse, que nous semblons mesurer de façon toujours plus précise, mais qui nous échappe de toutes les manières. Le temps, c'est le présent insaisissable, la fuite des heures et des années, notre incapacité à comprendre ce qui se passe et ce qui passe.

C'est à partir de cette expérience commune de la familiarité et de l'obscurité du temps que saint

Augustin a développé une réflexion toujours actuelle, que Jean-Toussaint Desanti reprend, explique et prolonge. Penser le temps, c'est se placer hors du temps, c'est essayer d'appréhender l'éternité du Dieu créateur du monde temporel. C'est aussi penser le rapport entre l'âme et le temps, méditer notre expérience intime du temps, faire le récit

de ces « moments présents » qui glissent « en un clin d'œil » du pas encore au jamais plus.

Nous sommes dans la forêt dont parlait Augustin d'Hippone. Pour nous orienter, Jean-Toussaint Desanti

est un guide amical et sûr qui nous conduit de saint Augustin à Plotin, puis vers Husserl après une étape chez Heidegger. Comme dans toute forêt, il y a des claires, des allées bien tracées mais aussi des taillis difficilement pénétrables. Moins classiquement, on y rencontrera un jeune homme, point philosophe pour un sou, un autobus, des figures géométriques, un agenda...

On aurait pu aussi y rencontrer un royaliste, à défaut de prince charmant. Un royaliste, ça n'arrête pas de parler de temps, de durée, de continuité et du lien entre le passé et l'avenir. Il importe que ce discours soit mis à l'épreuve du questionnement philosophique.

Jacques BLANGY

(1) Jean-Toussaint Desanti - « Réflexions sur le temps, Variations philosophiques I, Conversations avec D.A. Grisoni » - Grasset, 1992 - Prix franco 120 F.

Le sacre du citoyen

La commémoration du bicentenaire a beau avoir été limitée à 1989, grâce à Dieu, la réflexion sur les événements continue. Le dernier livre de Pierre Rosanvallon qui s'insère dans une recherche de longue haleine dont « Le moment Guizot » (Gallimard 1984) constituait une première étape, contribuera à une meilleure perception des grandes questions mises à jour par la Révolution. De même que les mutations décisives accomplies dès la réunion des États généraux s'expliquent par une maturation antérieure des hommes, des idées, des réalités sociales, de même leurs conséquences s'étalent dans le temps, non sans contradictions et interrogations conformes aux incertitudes qu'elles recouvrent. Pierre Rosanvallon, au terme d'un parcours impressionnant par sa précision et sa complexité parle d'apories qui tiennent à la structure de la modernité politique.

L'aporie fondamentale n'est-elle pas contenue dans la notion d'égalité politique qui constitue le point de départ, la référence absolue de la Révolution et se rattache à cette abstraction qu'est l'individu détaché de toute appartenance autre que celle du territoire national ? C'est bien le lieu où tout bascule, où tout se déchire entre la conception d'Ancien Régime d'une société organisée en corps et celle de la modernité où le pur individu constitue le principe d'organisation d'une société qui exclut la hiérarchisation et la différenciation. La brutalité de notre Révolution renforce encore le contraste entre les deux univers mentaux, contrairement à l'Angleterre qui vit plus paisiblement l'évolution démocratique. D'un côté, il y a l'utilitarisme anglo-saxon qui ne dissocie pas l'électeur de sa situation dans la société civile, de l'autre il y a cette volonté générale hypostasiée, la réappropriation collective de la souveraineté du roi qui rendent plus difficiles en fait l'élaboration d'un régime démocratique. La démocratie y est vécue plus comme la religion de l'égalité que comme un régime articulant la pratique démocratique : « Il a en fait fallu attendre la Constitution de la cinquième République pour remettre en perspective le sens de la souveraineté populaire ».

Mais avant d'aller jusqu'au bout de cette histoire qui est celle du suffrage universel en France, il convient de dire un mot de la méthode Rosanvallon qui définit en même temps son champ d'investigation. La genèse des idées est évidemment au centre de sa problématique mais celle-ci ne va pas sans étude précise des conditions dans lesquelles elles s'élaborent, se transforment. Ces idées ne tombent pas toutes nues du ciel, elles sont liées à leur problématisation qui émerge d'un conflit par exemple dessinant des solutions possibles entre antagonistes exposant leurs positions. Et cette façon de procéder pour saisir l'affrontement des courants intellectuels et les processus sociaux est en intime correspondance avec l'intelligence du « politique ». Celui-ci ne consiste-t-il pas « en un enchevêtrement du philosophique et de l'événementiel, en un travail du social dans le conceptuel et en une tentative permanente d'inventer l'avenir en dissociant le vieux du neuf ».

Le philosophique ne saurait donc être ramené à une catégorie « infrastructurelle ». La catégorie la plus abstraite, celle d'individu, est bien prégnante dans l'histoire, non comme un effet de structure mais comme une finalité où les hommes se réfléchissent pour commander leur destin. L'autonomie kantienne est le meilleur fondement de la mutation juridique qui met l'individu au centre des rapports politiques et le droit de vote est la traduction directe du libre choix volontaire dont le philosophe a établi les caractères fondamentaux. Mais en même temps la médiation historique fait que cette autonomie morale s'exprime dans des formes sociales, institutionnelles qui sont elles même en continuuel entrecroisement de celui-ci avec les situations particulières. Les courants intellectuels eux mêmes sont en imbrication étroite avec les formes sociales. Les physiocrates du XVIII^e siècle qui conduisent un véritable renversement de la représentation sociale en la liant au rôle économique et en la détachant de la société d'ordres, sont eux mêmes les théoriciens du changement qu'ils vivent. Et leur influence sera durable, ne serait-ce

que parce que la notion de citoyen-proprétaire correspond à une réalité économique de plus en plus prégnante dans la relation politique. Cette notion préparera l'émergence de l'individu citoyen dont elle est encore très éloignée, car elle ne répond nullement aux critères d'égalité, d'individualité et d'universalité des droits modernes.

Si loin qu'aient été les hommes de la Révolution française dans leur volonté d'universalisation, ils ont laissé hors du corps électoral beaucoup plus que la moitié des Français. L'exclusion des mineurs, des aliénés mentaux et des moines s'explique aisément par le fait qu'ils ne sont pas censés accéder à l'individualité complète, raisons objectives et préjugées mêlées. Celles des domestiques et des femmes est également référée à ce critère, mais pour la bien comprendre il faut voir qu'elle repose sur une conception rigoureuse de la citoyenneté. Ne peuvent être des citoyens dévoués au bien public ceux que leur condition enferme dans la relation exclusive à la *domus*. Pour la femme il y a aussi un problème anthropologique et sociologique. « La Raison veut que les femmes tiennent le sceptre de la politesse sans aspirer à celui de la politique » déclare Sylvain Maréchal l'auteur du *Manifeste des égaux*. L'univers organique de la famille est une compensation d'une société masculine d'individus égaux.

Mais ce n'est encore là qu'une part des difficultés pour parvenir au plein suffrage universel. L'héritage des Lumières plaide pour la rationalisation de la vie politique et cela est parfois contradictoire avec le caractère « tremblant » des masses. Une façon de désamorcer cette distorsion sera l'institution du vote à deux degrés qui dissocie le droit de vote du citoyen de base de la fonction du représentant qui choisit l'élu de la nation. Sous l'Empire cette distinction sera encore renforcée. On élargit la base du suffrage mais le sommet établit le filtrage des membres des assemblées, c'est une citoyenneté qui s'exprime sans pouvoir démocratique. Par la suite, les libéraux de la Restauration et de la Monarchie de juillet pourront justifier le suffrage restreint par les capacités des électeurs et leur action directe sur le pouvoir. Mais cette démocratie élitiste et censitaire définit avec peine ce que sont ces capacités et elle ne peut résister au grand mouvement utopique de 48 qui réconcilie d'ailleurs des gens bien différents.

L'euphorie des premiers mois de la seconde République est bientôt contredite par une forte réaction conservatrice. On veut limiter par divers expédients la trop grande extension du suffrage devenu universel (toujours sans les femmes). Pierre Rosanvallon excelle à débusquer les diverses stratégies et positions idéologiques de toutes les nuances de la palette politique. Des légitimistes dont certains n'hésitent pas à s'allier avec la gauche, sous Louis Philippe, pour défendre le suffrage universel, aux républicains et aux socialistes dont les sentiments sont variables, il y a un vaste et mobile espace de débat à travers tout le XIX^e siècle où l'attraction et la répulsion vont de pair à l'égard de ce « sacre du citoyen ». A certains moments, l'opposition est farouche de la part d'un Flaubert qui voit dans le suffrage étendu au grand nombre une « véritable honte de l'esprit humain ». Par ailleurs la mouvance légitimiste n'est-elle pas ambiguë dans son désir de rétablir les liens du peuple et des notables, tandis que les républicains ne surmontent leurs appréhensions que par l'invention de la *démopédie*, l'éducation du peuple (sur laquelle Claude Nicolet avait tant insisté). C'est comme on sait, le général de Gaulle qui ouvrira le suffrage aux femmes et se trouvera ainsi au terme du long processus de la citoyenneté. C'est aussi le même homme qui accomplira une révolution à l'intérieur de la République, après avoir pris la mesure de toutes les apories de la démocratie analysées avec tant de pertinence par Pierre Rosanvallon. Notamment n'est-ce pas, avec le renforcement de l'exécutif, l'instance de décision qui est reconnue après avoir été effacée dans la philosophie politique française.

Gérard LECLERC

(1) Pierre Rosanvallon - « Le Sacre du Citoyen, Histoire du suffrage universel en France » - NRF Gallimard, 1992 - Prix franco 210 F.

Gérard Leclerc.



EN QUELQUES MOTS

■ **IDYLLE** : La fille aînée du prince et de la princesse Michel d'Orléans, Clotilde, vient de se fiancer officiellement avec Edouard Crépy. A cette occasion, ses grands parents, le comte et la comtesse de Paris avaient réuni en leur domicile parisien nombre de leurs enfants et petits-enfants. Le mariage se déroulera en septembre.

■ **LOUIS XVI** : D'après un sondage réalisé par la Sofrès pour le *Pèlerin-Magazine* du 15 janvier, seulement 9% des Français auraient voté la mort du roi Louis XVI, tandis que 53% se seraient contentés de l'envoyer en exil et 16% l'auraient libéré. En revanche, ils sont 49% à estimer que sa mort fut « une erreur grave » contre 48% qui considèrent que ce fut « une nécessité politique ». Quant à la question du retour éventuel de la monarchie en France, 60% des personnes interrogées pensent que ce serait un recul, 3% y verraient un progrès et 35% sont sans opinion sur la question...

■ **BERNANOS** : Le 3^e numéro des « *Cahiers Georges Bernanos* » vient de paraître. Soixante seize pages bourrées de correspondances et textes inédits, d'études et d'articles nouveaux et d'informations. Parmi ces dernières relevons l'annonce de la parution du deuxième tome d'« *Essais et écrits de combat* » dans la collection La Pléiade pour fin 1993 (annoncée depuis très longtemps on désespérait d'en voir la réalisation...). Les « *Cahiers* » sont édités par l'Association Internationale des Amis de Georges Bernanos (30 Rue des Dames, 75017 Paris) à laquelle il est recommandé d'adhérer (cotisation annuelle à partir de 100 F).

■ **COMTE DE CLERMONT** : Le comte de Clermont et son épouse ont effectué, mi-décembre, un voyage dans les Alpes Maritimes. Présent à Nice pour le vernissage d'une exposition de ses aquarelles provençales, le Prince a mis à profit son séjour sur la Côte d'Azur pour rencontrer de nombreuses personnalités et pour effectuer plusieurs déplacements. Le prince héritier a notamment été reçu à l'hôtel de ville de Nice par le sénateur-maire de la ville, avant de visiter l'aéroport sous la conduite de son commandant et du président de la Chambre de Commerce et d'Industrie. Il s'est ensuite rendu dans les locaux de *Nice-Matin* par M. Michel Bavastro, président-directeur-général, et par l'ensemble de la direction du journal. Le séjour a également été marqué par la réception du prince et de son épouse à la Fondation Maeght. Après la présentation du célèbre musée de Saint-Paul de Vence par son président, le couple princier s'est rendu à la fondation Sophia-Antipolis pour y découvrir l'histoire, les activités et les projets de ce grand centre de recherches. Le périple s'est ensuite poursuivi à Grasse, avec le traditionnel accueil à l'Hôtel de ville et la visite du Musée International de la Parfumerie et d'une usine de parfums, puis, après le vernissage niçois que prolongeait un dîner officiel, à Menton.

Nicolas II, le dernier tsar

Au printemps 1916, Nicolas II écrit à son épouse : « *Lu du matin au soir. Aujourd'hui, une histoire charmante... Le Petit Garçon bleu. Je l'ai aimée (...). J'ai dû avoir plusieurs fois recours à mon mouchoir* ».

Propos surréalistes, quand l'on sait qu'alors la guerre fait rage et que l'empereur de toutes les Russies est généralissime d'une armée plus que malmenée par les Allemands.

De fait, la biographie que nous propose Henri Troyat est très sévère à l'égard de Nicolas II. A l'évidence, l'abîme dans laquelle la Russie va se trouver plongée pour le siècle peut paraître la conséquence du règne de Nicolas. Qu'on se rappelle les erreurs politiques accumulées année après année par l'empereur : refus de la moindre entorse au régime autocratique hérité de son père (entorse qui sera finalement réalisée sous la pression de la révolution de 1905, avec des conséquences désastreuses pour l'avenir de la dynastie) ; échec de la guerre russo-japonaise ; et enfin, la catastrophe de 1914 qui fait imploser la société russe déjà fragilisée par les bouleversements de la révolution industrielle (augmentation considérable du nombre des ouvriers, timide émergence d'une classe moyenne, apparition d'une paysannerie dynamique).

Si l'on ajoute à tout cela la malchance qui semble poursuivre Nicolas II (mort de milliers de personnes lors de fêtes de couronnement à Moscou en 1896, hémophilie incurable du tsarévitch Alexis), l'on est tenté de conclure, comme le fait l'opinion publique d'alors, que le tsar est « maudit », « malchanceux ».

Et pourtant, dans le même temps, la prospérité, tant industrielle que commerciale ou agricole, est exceptionnelle. Un effort considérable est réalisé pour instruire les masses, le taux d'analphabétisme enregistre une chute spectaculaire. N'est-ce pas Alexandre Kerenski (pourtant ennemi acharné de l'autocratie) qui

reconnaît, dans son livre, *La Russie au tournant de l'Histoire*, que les années 1905-1914, sont une période de liberté politique sans précédent dans l'histoire russe ?

Henri Troyat souligne dès le début de son ouvrage que Nicolas est profondément marqué par l'agonie de son grand-père, le tsar « libérateur » Alexandre II, à laquelle il assiste à treize ans, après qu'un attentat ait été commis contre lui. Partant de là, le régime autocratique ne semble pas au tsar un anachronisme mais au contraire, un rempart dressé contre la montée des périls. Il n'est pas douteux que l'empereur fait un effort pour tenter de s'adapter au régime plus ou moins démocratique mis en place à partir de 1905.

Certes, Nicolas II a une personnalité trop faible, est habité par trop d'indécision pour gouverner selon son souhait (l'autocratie). Homme intelligent à n'en pas douter, travailleur et plein de bonne volonté, il aurait fait à coup sûr un excellent souverain constitutionnel... Il est un médiocre empereur autocrate, soumis en outre à un soi-disant « dessein de Dieu » qui le rend fataliste. La valse des ministres à laquelle on assiste après 1910, paraît ahurissante. De même que l'abandon du pouvoir entre les mains de la tsarine (atteinte probablement de neurasthénie) à partir de 1915. La charge trop écrasante du pouvoir, ainsi que le fatalisme évoqué plus haut, ne font que précipiter le régime vers l'abîme.

Certes. Mais Henri Troyat n'insiste peut-être pas assez sur l'irresponsabilité de l'intelligentsia russe : l'aristocratie, la famille impériale elle-même, la bourgeoisie, étalent au long des années leur totale immaturité politique. Il n'est que de lire le roman de Soljenitsyne *Novembre 16* pour s'en convaincre. Tous

ces gens bien nés, riches, semblent totalement inconscients du fait qu'attaquer la monarchie comme ils le font, c'est scier la branche sur laquelle ils sont assis.

Devant un tel spectacle, comment s'étonner que Nicolas II juge avec mépris les Douma élues à partir de 1905 ? Comment s'étonner aussi de la difficulté qu'il rencontre à trouver de vrais hommes d'État pour l'aider à gouverner ? Car, en dehors de Witte et Stolypine (dont les réformes audacieuses restent d'actualité aujourd'hui), ce ne sont que cohortes de fonctionnaires médiocres, certes dévoués, mais sans imagination.

Comment s'étonner aussi que, tout au long de son règne, le tsar se berce d'avoir l'appui de la « vraie Russie », celle des paysans, représentée en quelque sorte par Raspoutine. Si la présence d'un tel être nuit au prestige du couple impérial (tout au moins auprès des couches cultivées, car dans la masse paysanne, on se réjouit d'une telle présence auprès de l'empereur), doit-on pour autant, comme le fait Henri Troyat, écrire que le « Saint Homme » a une réelle influence sur la politique menée par Nicolas ? A lire les lettres de l'impératrice à son époux, il semble bien que non, ou si peu.

On regrettera enfin que l'auteur ne consacre pas plus de pages à la tragique fin de la famille impériale. Non par goût du morbide, mais bien parce que des points sont à éclaircir, comme l'ont montré il y a une quinzaine d'années les journalistes anglais Anthony Summers et Yon Mangold dans le dossier Romanov.

Reste un ouvrage bien documenté, très bien écrit (est-ce besoin de le dire ?), mais n'apportant pas un éclairage nouveau sur la question. Un bon livre en tous cas pour découvrir la Russie pré-révolutionnaire.

Marc DESAUBLIAUX

Henri Troyat - « *Nicolas II, le dernier tsar* » - Flammarion 1991 - Prix franco 163 F.

La Fédération de l'Ile-de-France organise

le samedi 23 janvier

de 15 h à 18 h

une table ronde sur le thème :

« Les écologistes et nous »

qui sera animée par

Hugues Bouchu et Bertrand Renouvin

Tous nos lecteurs ou sympathisants intéressés peuvent venir y participer 17, rue des Petits-Champs, 75001 (4^e étage).

Le nerf de la guerre

Nous remercions tous ceux de nos amis qui ont déjà répondu à notre appel à l'aide. Mais il y a urgence, et c'est vers tous nos lecteurs que nous nous tournons, pour leur demander de nous donner les moyens nécessaires afin d'équilibrer notre budget aujourd'hui gravement déficitaire. L'existence même de *Royaliste* et de la *N.A.R.* est en jeu. Si vous pensez que leur disparition serait grave, n'attendez pas pour nous envoyer votre participation. Tous les dons sont les bienvenus, même les plus modestes. Merci de votre réponse rapide.

Y.AUMONT

4e liste de souscripteurs

Denis Artot 90 F - Mme Auboyneau 50 F - Florentin Bernier 120 F - Pierre Bitoun 100 F - Sébastien Chauvel Le Borgne 50 F - Philippe Clavel 30 F - Jean Dauvergne 100 F - Marc Desaubliaux 100 F - Jean-Paul Dollé 500 F - Jacques Dupoux 50 F - Nadège Hoelter-Bardout 130 F - Pierre Kerleroux 15 F - Jacques Lancement 30 F - Solveig Letort 230 F - N. Malaterre 30 F - Maurice Massin (Aube) 50 F - Denis Matton 300 F - Mme Pinson 200 F - Bernard Sonck 200 F - Claude Teissier 30 F - J.C.T. (Rennes) 70 F

Total de cette liste : 2475 F

Total général : 12.499 F

ANCIENS NUMÉROS

Nous proposons des anciens numéros de « *Royaliste* », par année complète, au prix franco de 300 F. Sont disponibles toutes les années de 1977 à 1991, à l'exception de 1979.

La plupart des numéros sont également disponibles un par un au prix franco de 17 F pièce.

ÉPINGLETTES

Nous disposons de différents modèles d'épinglettes (pin's) vendues au prix de 34 F pièce (franco de port).

- Buste de Louis XVI - 23 mm de haut
- Buste de Marie-Antoinette - 23 mm de haut
- Fleur de lys - 17 mm de haut
- Double coeur vendéen - 24 mm de haut.

Luc de Goustine, candidat royaliste en Vendée (voir page 3)

Nous appelons tous nos amis et sympathisants à soutenir la candidature de Luc de Goustine et de son suppléant François Guerry. Vous pouvez lui apporter de l'aide de différentes manières : aide financière, aide militante, noms de Vendéens que vous connaissez, etc.

Prenez contact avec le Comité de soutien à la candidature de Luc de Goustine, 12, rue Georges Clemenceau - 85170 St Denis la Chevasse

DOSSIERS

Regroupant par thème des articles de « *Royaliste* », nous avons édité des petits dossiers fort utiles pour les propagandistes. Déjà parus : « Immigration et citoyenneté », « Éducation » « Écologie » et « Corse ». Chaque dossier au format 21x29,7 cm comporte une vingtaine de pages et est vendu au prix de 14 F franco.

Parallèlement nous avons publié une brochure « *La N.A.R. en textes* » rassemblant tous les textes votés par les congrès de la N.A.R. de 1982 à 1991. C'est un outil indispensable pour mieux comprendre notre mouvement et ses choix politiques. Brochure de 20 p. qui comporte un calendrier des différents congrès et une table des sujets traités par mots clés. Tarif (prix franco) : 1 ex. 14 F - 5 ex. 54 F - 10 ex. 68 F.

RELIURES

Nous mettons à la disposition de nos lecteurs qui désirent conserver leur collection du journal, une reliure pleine toile bleue avec inscription « *Royaliste* ». Cette reliure permet de contenir 52 numéros du journal. Elle est vendue au prix de 70 F franco.

ADHÉSION

Le congrès des adhérents de la N.A.R. se tiendra les 3 et 4 avril prochains. Pourront y participer tous les adhérents à jour de cotisation pour 1993. Nous incitons très vivement ceux des lecteurs de *Royaliste* qui partagent l'essentiel des idées défendues par la N.A.R. à « prendre leur carte » d'adhérent. Ils pourront ainsi participer au Congrès et à l'élaboration des grandes options de notre mouvement.

MERCREDIS DE LA N.A.R.

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^{ème} étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève vers 21 h 45. Un buffet chaud est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 25 F).

● Mercredi 27 Janvier - « Le modèle républicain », tel est le titre du livre que viendra nous présenter Odile RUDELLE. Pour comprendre les conditions dans lesquelles s'est élaboré ce modèle, pour analyser son contenu, voir les promesses de promotion sociale qu'il impliquait et examiner comment il a su s'adapter aux conditions nouvelles nées de la croissance.

● Mercredi 3 Février - Sociologue et anthropologue de réputation internationale, Georges BALANDIER nous avait présenté deux de ses récents ouvrages qui portaient sur la société moderne examinée par le biais des sociétés de tradition. Il revient parmi nous avec « Le Pouvoir sur scènes » dans lequel il observe le théâtre des passions politiques d'hier et d'aujourd'hui et dénonce l'anesthésie cathodique qui ruine la démocratie.

INVITATIONS POUR LES MERCREDIS DE LA NAR

Pour recevoir régulièrement les invitations pour nos réunions des « *mercredis de la N.A.R.* », faites-nous en la demande.

Pour des raisons d'économie nous n'envoyons le programme qu'aux personnes l'ayant demandé explicitement

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

La culture, les élites et le peuple

A maintes reprises, nous avons déploré le divorce qui s'est établi au cours des années quatre-vingt entre les responsables politiques et la communauté savante, et longuement plaidé auprès des premiers pour qu'ils prennent le temps de la réflexion. Quelques progrès en ce domaine ont été enregistrés depuis le début de la décennie, notamment lors de la préparation du nouveau projet socialiste, et nous nous sommes réjouis avec beaucoup d'autres de la qualité du débat autour du traité de Maastricht.

Il reste que la période de stérilité intellectuelle des politiques - si tant est qu'elle soit terminée - aura des conséquences à long terme sur la rigueur des analyses, sur la qualité du débat démocratique et sur les capacités d'anticipation des dirigeants quant aux multiples dangers qui menacent notre pays et l'Europe tout entière.

DISTANCE

Nous reviendrons sur ces points aussi souvent que nécessaire, mais il faut maintenant élargir la réflexion. Le divorce entre les politiques et les intellectuels n'est en effet qu'un aspect de la crise qui marque les rapports entre les élites de notre pays et la culture. On sait que cette question beaucoup plus vaste donne lieu à des disputes rituelles sur le système d'enseignement et sur la politique culturelle, dont nous connaissons par coeur les arguments. Et l'influence de la télévision, dénoncée comme « machine à abêtir » ou rêvée comme outil éducatif, suscite des débats non moins classiques que les critiques récentes de la communication font peu à peu évoluer.

Dans tous les cas, la lancinante question culturelle est traitée par une fraction de l'élite, pour le peuple et en son nom, ou oppose différentes fractions de l'élite qui défendent ou revendiquent un surcroît de puissance ou de reconnaissance. Il est possible de voir les choses autrement, en avançant que la crise culturelle ne

réside pas dans l'abâtissement supposé des téléspectateurs et dans la déculturation hypothétique des élèves, mais au contraire dans la distance croissante qui sépare les élites politiques, économiques et sociales, de l'héritage culturel dont elles se croient dépositaires :

- faute de temps, faute de goût pour certaines tâches, les textes par lesquels les élites affirment leur autorité et leurs compétences sont établis par des « nègres » hautement diplômés et très cultivés, ce qui s'est toujours fait, mais sans que ces travaux soient toujours compris par ceux qui les signent ;



- cette incompréhension n'est pas le fait de la bêtise mais tient au mélange de peur et de mépris qui crée puis élargit le fossé l'élite et « sa » culture. Selon les préjugés courants, la culture est pour les autres, mais les hommes de culture sont réputés « trop abstraits » donc inefficaces, et leurs oeuvres sont déclarées « trop difficiles pour les gens »...

- dès lors, la culture n'est plus pour personne - ni l'élite, ni le peuple - à l'exception de ses « producteurs spécialisés » (professeurs, artistes) qui sont par conséquent assignés dans un domaine soigneusement clôturé. C'est bien ainsi qu'est considérée la nouvelle chaîne *Arte*, que l'élite ne regarde pas (« faute de temps » ou de « disponibilité d'esprit »), qu'elle décrète inaccessible au peuple et dont elle fait une « chaîne pour intellectuels » ;

- cette logique de ségrégation fondée

sur la méconnaissance et le mépris de la culture engendre la méconnaissance et le mépris du peuple, puisqu'on lui dénie la capacité de s'intéresser à la culture tout en reprochant aux « gens » de se complaire dans la médiocrité des émissions « grand public ».

DÉSIR

Somme toute, les élites prétendent confisquer une culture qu'elles ne possèdent pas, organiser ce qu'elles méconnaissent selon leurs critères de rentabilité, et dire qui est digne d'y accéder. Ceci sous le regard de « nègres » intellectuels qui savent à quoi s'en tenir, et d'un public qui n'est pas dupe de la sous-culture qu'on lui distribue. Les élites oublient que le peuple est composé d'un nombre toujours croissant de bacheliers et de diplômés de l'enseignement supérieur, que le grand public assure le succès des films et des émissions de qualité (et non les esthètes qui se défient des productions populaires), que les salles de lecture publique sont pleines, que le désir de comprendre est d'autant plus grand que la classe dirigeante ne dit plus grand-chose d'intéressant.

D'où la situation inverse de celle qui est ordinairement évoquée : dans sa majorité, l'élite politique, économique et sociale est en train de se couper du peuple français et d'une intelligentsia qui, quant à elle, reste liée de manière complexe mais certaine à la nation - tant par l'enseignement que par les moyens de diffusion massive de la culture.

Cette hypothèse mérite d'être prise au sérieux. De fait, les élites actuelles ne pourront pas continuer longtemps à gouverner la France si, aux affaires d'argent, aux privilèges manifestes et au poids du mépris, viennent s'ajouter des doutes sur la compétence des élites (du scandale du sang contaminé à l'impuissance face au chômage) et le constat toujours plus clair d'une inculture empêchant ces élites de répondre aux questions sur le sens de l'aventure collective. D'ordinaire, ce genre de situation débouche sur une révolution. Réfléchir au projet qu'elle pourrait se donner devient chaque jour plus urgent.

Bertrand RENOUVIN